

L'AUTOSATISFACTION DE LA DAP

AU DÉTRIMENT DE LA SÉCURITÉ DES PERSONNELS

La DAP et le ministère semblent vouloir se satisfaire depuis plusieurs mois du nombre de détenus hébergés dans les prisons françaises... Pas un mot sur les conditions de travail des Personnels, aucun commentaire sur le nombre d'agressions « déclarées » constant.

Pourtant, les faits sont là et l'autosatisfaction de la DAP ne cache pas les carences sécuritaires qui impactent le quotidien des Personnels de Surveillance.

Jamais il n'a été aussi dangereux de travailler dans l'administration pénitentiaire. Jamais les Collègues n'ont autant été mis en danger, exposés à une violence extrême tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des structures pénitentiaires.

Intrusions régulières sur les domaines pénitentiaires comme dernièrement à Sequedin, **survol** de drones, **tags**, **incendies** de véhicule du Personnel à Borgo, **menaces** et **agressions** des Collègues dans ET en dehors des murs, et même rafales de **Kalachnikov** à Grenoble-Varces, Jets de **cocktails Molotov** à Fresnes... Les Personnels pénitentiaires subissent des agressions gravissimes, ressemblant à une vraie guerre qui leur est livrée sans que ni le ministère ni la DAP ne s'en émeuvent.

La DAP peut mettre en place une politique de fidélisation, plus que contestable et contestée par **FO Pénitentiaire**, il n'en reste pas moins que nous recensons toujours **plus de 10 agressions chaque jour contre les Collègues**.

Samedi dernier, à la maison centrale d'Arles, trois Collègues ont bien failli mourir ! L'un deux a même dû être hélicoptéré. Nous leur renouvelons notre soutien plein ainsi qu'aux autres Collègues d'Arles. L'agression préméditée a été perpétrée par un Détenu Particulièrement Signalé, pourtant isolé du reste de la détention, et qui connaît très bien l'administration. Il la connaît tellement bien qu'il n'en était pas à sa première agression sur personnel et prise d'otage, doublant ainsi son quantum de peine initial !

Ce type d'individu n'a pas sa place dans une détention classique, quand bien même il était en isolement, au sein d'une maison centrale. Et, les Unités pour Détenus Violents (UDV), *créées à la va-vite après la signature du Relevé de Conclusions avec l'ancienne Garde des Sceaux BELLOUBET et l'ancien syndicat majoritaire de la DAP en janvier 2018*, ne règlent en rien le problème. Pire, elles ont dégradé les conditions de travail des Collègues des Maisons d'Arrêt, en réduisant le nombre de cellules disponibles.

FO Pénitentiaire n'a de cesse de le dire, de le réclamer ! **La sécurité des Personnels Pénitentiaires doit être la priorité du ministère et de la DAP**, et les établissements ultra-marins ne doivent pas être oubliés, encore !

FO Pénitentiaire réitère ! Les Personnels doivent être dotés de prérogatives et de moyens de défense à la hauteur des menaces et des agressions. Et quand les structures sont la cible de jets de cocktails Molotov et de rafales de Kalachnikov, il ne faut pas tergiverser pendant des années et se cacher derrière des pseudos arbitrages financiers.

FO Pénitentiaire a toujours réclamé :

- L'attribution individuelle et généralisée à tous les personnels de bombes incapacitantes (*on voit bien que le gilet pare-lames ne protège pas davantage*).
- L'équipement de Pistolets à Impulsions Électriques *dans les quartiers de détention (les plus dangereux et les plus exposés)*.
- Le développement de brigades cynotechniques *avec l'appui de chiens de défense (afin de parer aux situations les plus anxiogènes et d'assurer la sécurité des domaines pénitentiaires)*.

L'ensemble de ces mesures et équipements doit nécessairement s'accompagner d'une réflexion autour des établissements pénitentiaires. Il n'est plus possible de cumuler les secteurs et quartiers spécifiques au sein d'une même structure. **Cela ne fonctionne pas !!!**

Comme **FO Pénitentiaire** le réclame depuis déjà trop longtemps, avec le parc immobilier actuel mais aussi avec les constructions à venir, les établissements doivent être classés en fonction de leur niveau de sécurité active et passive et les détenus doivent y être affectés selon leur profil de détention et non seulement suivant le rapprochement géographique avec leur famille.

La gestion au sein d'un établissement dédié et à visée sécuritaire doit être différente d'un établissement qui a un niveau de sécurité moins élevé, où la population pénale sera davantage orientée vers sa (ré)insertion et sa fin de peine.

Enfin, aucune évolution du métier, aucun recrutement important ne sera possible sans une réforme majeure du statut des Personnels de Surveillance (Catégorie B et A), qui passera entre autres avec une révision majeure également sur le plan indemnitaire/salaire.

On ne peut pas continuer de payer moins de 1 500 € un Surveillant au 1^{er} échelon, en lui demandant d'être de plus en plus technique et de faire face à des menaces de plus en plus dangereuses et périlleuses !!!

Ces revendications, qui ne sont pas nouvelles, sont des attentes fortes des Collègues, en faveur d'une amélioration des conditions de travail et de reconnaissance.

FO Pénitentiaire restera intransigeant !

Si le ministère, qui s'est donné 600 jours, et le DAP, qui depuis 3 ans fait du bilatéralisme à moindre frais, n'entendent pas, alors donnons nous **TOUS rendez-vous à la rentrée pour une Pénitentiaire mieux reconnue, plus sûre et plus proche de ses agents.**